



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du SER de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 25 septembre au 8 octobre 2026

Zoom – Retour sur l'Argentina Week Paris

L'Argentina Week s'est tenue du 30 septembre au 2 octobre pour promouvoir l'attractivité économique de l'Argentine. Organisé par l'Ambassade d'Argentine à Paris, l'événement s'est traduit par le déplacement du Président argentin, Javier Milei, d'une grande partie de son gouvernement (chef de cabinet, ministres des affaires étrangères, de l'économie, de la dérégulation, de la santé, de la justice), du gouverneur de la Banque centrale (BCRA), du procureur général de la République ainsi que de 13 gouverneurs de différentes provinces argentines. La délégation comprenait en outre de nombreux représentants d'entreprises argentines (YPF, PAE, Vista Energy, Pampa Energy, Globant...).

LE CHIFFRE À RETENIR

27 Md USD

Montant des investissements
privés nouveaux annoncés
lors de l'Argentina Week

Le gouvernement a présenté la stabilisation de l'économie argentine et les opportunités d'investissement sectorielles.

Lors de l'événement central tenu le 1^{er} octobre au siège de l'Organisation de développement et de coopération économiques (OCDE), auquel ont participé plusieurs centaines de représentants d'entreprises françaises et européennes, parfois à très haut niveau, le gouvernement est revenu sur son agenda de stabilisation et sur les différentes mesures ayant permis de stimuler l'investissement privé (en particulier le régime d'incitation aux grands investissements, RIGI, voté en 2024 et la levée du contrôle des changes établie depuis avril 2025). La journée du 2 octobre a donné lieu à l'organisation de plusieurs événements sectoriels sur les mines et l'énergie, le commerce international, les technologies et la pêche.

A cette occasion, 27 Md USD d'investissements nouveaux ont été annoncés. Ces investissements se sont surtout concentrés dans les secteurs énergétiques (TotalEnergie a annoncé un plan d'investissement de plus de 10 Md USD en Terre de Feu et à Neuquén, PlusPetrol un investissement de 12 Md USD à Vaca Muerta, PAE et SNF un autre investissement dans les hydrocarbures de 1,2 Md USD), minier (Eramet a annoncé une nouvelle phase de son usine de lithium à Salta, pour 350 M USD ; Glencore a annoncé un nouvel investissement de 4 Md USD à Catamarca) et touristique (Huttopia et LVMH).

La séquence a aussi permis de renforcer la relation bilatérale.

Le Président Milei et sa délégation ont ainsi été reçus au Palais de l'Élysée par le Président de la République française Emmanuel Macron, en présence de plusieurs PDG des principales entreprises françaises implantées en Argentine. Cette séquence a permis de valoriser la présence économique française en Argentine (7^e pays investissement, 250 filiales d'entreprises et 50 000 emplois), de mettre en valeur les décisions d'investissements récentes et de souligner l'entrée en vigueur prochaine de la convention fiscale bilatérale actualisée, ratifiée par l'Argentine en juillet dernier. Enfin la séquence a également constitué une opportunité pour renforcer la dynamique des investissements argentins en France, suivant l'exemple de l'entreprise de technologie Globant en 2023.



Principaux indicateurs macroéconomiques

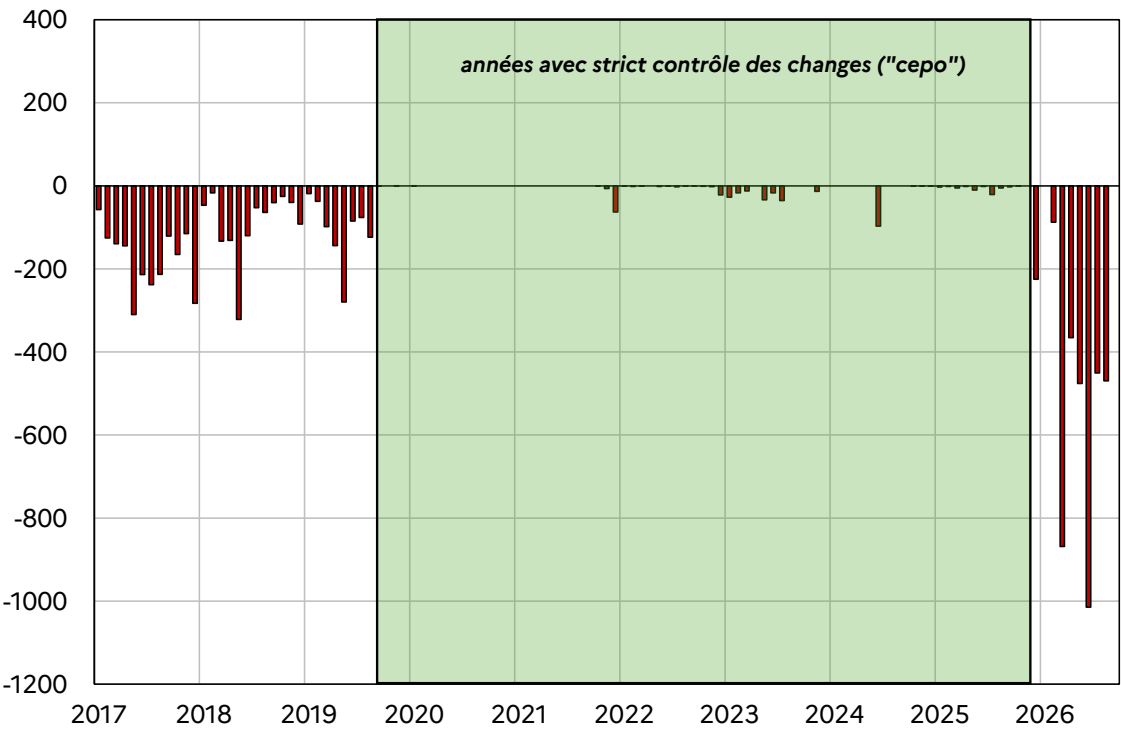
		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2025	4,5%	2,5%	6,6%	1,8%
Inflation (g.a, fin de période)	2025	31,5%	3,5%	3,1%	3,7%
Solde budgétaire (% du PIB)	2025	0,2%	-2,8%	-2,0%	-4,1%
Solde courant (% du PIB)	2025	-1,1%	-1,2%	-3,5%	-0,4%
Dette publique (% du PIB)	2025	78,8%	42,7%	41,7%	66,6%
Part de la dette publique libellée en devise étrangère	2025	55,0%	33,4%	82,0%	49,0%
Dette extérieure (% du PIB)	2025	49,0%	77,6%	39,4%	57,7%
Taux de chômage (fin de période)	2025	7,5%	8,0%	3,6%	7,0%
Taux d'emploi informel	2024	51,6%	26,4%	67,4%	28,5%
Prévisions et anticipations (FMI)					
Inflation (g.a, fin de période)	2026	25,0%	3,6%	3,5%	4,5%
Inflation (g.a, fin de période)	2027	12,5%	3,0%	3,5%	4,5%
Croissance du PIB réel	2026	3,5%	2,4%	4,2%	1,8%
Croissance du PIB réel	2027	4,0%	2,6%	3,5%	2,6%
Pour mémoire					
PIB nominal (Md USD)	2025	681	355	49	86
Population (millions)	2024	47	20	7	4
IDH (valeur nominale et positionnement mondial)	2023	0,865 (47/193)	0,878 (45/193)	0,756 (99/193)	0,862 (48/193)
Notation souveraine (S&P / Fitch / Moody's)	2026	B-/B-/B3	A/A-/A2	BBB-/BB+/Baa3	BBB+/BBB/Baa1

Sources : FMI, Instituts statistiques, Banques centrales, Ministères de l'Economie, OIT, ONU, agences de notation, SER Buenos Aires
Dernière mise à jour : 03/08/2026

Graphique de la semaine

Argentine : dividendes rapatriés (depuis le marché des changes, en M USD, base caisse)

La levée (partielle) du contrôle des changes en avril 2025 a contribué à améliorer le climat des affaires, permettant aux entreprises étrangères de rapatrier les dividendes générés à partir de l'exercice 2025.



Sources : BCRA, SER de Buenos Aires

REGIONAL

La Banque mondiale publie de nouvelles prévisions de croissance pour l'Amérique latine

Dans le cadre de la publication de son rapport « *Latin America & the Caribbean Economic Update* », la Banque mondiale a actualisé ses prévisions de croissance pour les pays du Cône Sud. Pour 2026, les prévisions de croissance ont été drastiquement revues à la baisse en Argentine et au Chili, désormais attendue à respectivement +2,1 % et +0,8 % (contre +3,6 % et +2,4 % prévus en avril). La prévision de croissance a aussi été revue à la baisse en Uruguay à +1,2 % (vs. +1,6 % en avril), tandis qu'elle est revue à la hausse au Paraguay, à +4,7 % (vs. +4,4 % en avril). Ces révisions à la baisse (hors Paraguay) s'expliquent à la fois par des facteurs globaux (forte incertitude mondiale, hausse de l'inflation suite au renchérissement du cours des hydrocarbures...) et par des facteurs idiosyncratiques (cf. *infra* pour l'Argentine et le Chili). Pour 2027, la Banque mondiale prévoit une croissance de +3,0 % en Argentine et au Chili, de +4,1 % au Paraguay, et de +1,8 % en Uruguay.

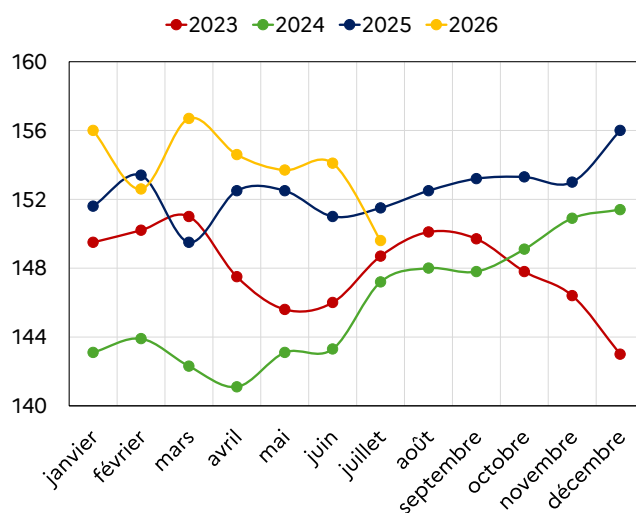
La Banque mondiale a également réalisé un focus pays sur l'Argentine. L'institution indique que l'ajustement budgétaire a permis d'ancrer les anticipations d'inflation et de diminuer le risque pays. Elle estime que la baisse du risque pays a aussi été portée par le programme d'achat de réserves de change de la BCRA engagé depuis début 2026, réduisant le risque de défaut à court terme. La Banque mondiale souligne également les avancées sur l'agenda de réformes structurelles, avec notamment la réforme du marché du travail et les investissements annoncés dans le cadre du RIGI. Enfin, elle met en avant le rôle des partenariats stratégiques, avec d'une part l'accord sur les minerais critiques signé en février 2026 avec les États-Unis, et d'autre part l'entrée en vigueur provisoire de l'accord UE – Mercosur.

ARGENTINE

Net recul de l'indicateur mensuel d'activité économique en juillet, qui laisse craindre l'entrée en récession

L'estimateur mensuel d'activité économique (EMAE) a affiché un recul spectaculaire de -2,9 % en g.m. en juillet 2026 (série désaisonnalisée), après une hausse de +0,3 % en juin. Un tel recul de l'activité sur un mois n'avait pas été enregistré depuis la crise sanitaire. En variation annuelle (série avec saisonnalité), l'activité a reculé de -1,4 % (après +3,1 % en juin). Une forte hétérogénéité sectorielle continue d'être observée, avec quelques secteurs affichant de bonnes performances : secteur minier (+8,4 % g.a.), hôtellerie – restauration (+2,5 %), ou encore agriculture (+0,7 %). À l'opposé, les secteurs les plus intensifs en main d'œuvre restent en difficulté, à l'instar du commerce (-5,1 % g.a.), de l'industrie (-4,6 %) et de la construction (-3,3 %), ce qui n'offre pas de perspectives favorables pour le marché du travail.

Graphique : fort recul de l'activité économique en juillet (indice EMAE, base 100 en 2004, série désaisonnalisée)



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

Le recul de l'activité au mois de juillet s'explique à la fois par des facteurs exceptionnels et par des tendances plus structurelles. Parmi les facteurs temporaires : i) moins de jours travaillés sur le mois, avec le vendredi 10 juillet déclaré férié (après le férié du 9 juillet célébrant l'Indépendance), pour des objectifs de promotion du tourisme ; ii) un volume d'heures travaillées réduit en raison de la

coupe du monde de football et iii) des précipitations supérieures à la moyenne historique qui ont pénalisé le secteur de la construction. Toutefois, plusieurs éléments de fond pèsent sur l'activité économique depuis plusieurs mois, notamment i) le peso fort, qui stimule les importations et rend les exportations moins compétitives ; ii) le maintien de l'excédent budgétaire qui entrave l'investissement public ; iii) le manque de dynamisme de la consommation privée – alors qu'elle représente 74 % du PIB – freinée par une faible progression des salaires réels et iv) un crédit au secteur privé atone, en ligne avec des taux de défaillance sur les emprunts à des plus hauts historiques (7,7 % en juillet 2026).

Ce chiffre d'activité pour juillet accroît le risque d'un nouveau recul de l'activité au T3, et donc d'une récession technique. Pour rappel, le PIB avait reculé de -0,6 % en variation trimestrielle (g.t.) au T2 2026. Ainsi, sans rebond de l'activité en août et septembre, le PIB pourrait à nouveau reculer au T3 et l'économie entrer en récession technique. Suite à la publication de l'EMAE de juillet, la plupart des économistes ont d'ailleurs revu à la baisse leur prévision de croissance, désormais attendue autour de +1,6 %, tout comme le consensus de marché de la BCRA, qui anticipe quant à lui +1,5 % (enquête de septembre), bien en-deçà du +2,1 % encore anticipé en août et +3,4 % en février.

Le taux de pauvreté repart à la hausse après deux années de baisse

Le taux de pauvreté mesuré selon les standards argentins¹ connaît une dégradation récente, à rebours de l'évolution des deux dernières années. Après avoir atteint un pic à 52,9 % de la population au S1 2024, sous l'effet du choc inflationniste initial provoqué par la dévaluation de 54 % en décembre 2023 et de la réduction des subventions, le taux de pauvreté avait reculé de manière continue pendant deux ans, jusqu'au S2 2025 où il s'établissait à 28,2 %. Au S1 2026, il s'élève à 32,3 %, représentant un total de 9,7 millions de personnes, (soit +4 pts). La pauvreté a augmenté plus fortement dans les agglomérations de moins de 500 000 habitants (+4,9 %) que dans celles de 500

000 habitants et plus (+3,9 %). Par ailleurs, la part de la population en situation de pauvreté est passée de 6,3 % à 7,5 %.

Ce rebond de la pauvreté s'inscrit dans un contexte de ressaut de l'inflation au début de 2026. En août, le seuil de pauvreté s'établissait à près de 520 000 pesos (soit un peu moins de 300 euros) pour un adulte, correspondant au coût d'un panier de biens et services de base. L'évolution de la pauvreté et de l'indigence traduit en effet la capacité des ménages à couvrir leurs besoins vitaux au moyen de leurs revenus monétaires. Or, sur la période étudiée, le revenu familial moyen par habitant a augmenté de +11,5 %, tandis que le coût du panier total de consommation moyen s'est renchéri de +19,6 %. La progression des revenus réels n'ayant pas compensé la hausse des prix des paniers de référence, les taux de pauvreté et d'indigence se sont mécaniquement dégradés, affectant la consommation des ménages. Au total, près d'un enfant sur deux de moins de 15 ans vit désormais sous le seuil de pauvreté.

Carrefour ouvre un premier magasin dans le quartier populaire « Padre Carlos Mugica » à Buenos Aires

Carrefour a inauguré le 30 septembre sa première succursale dans le quartier Padre Carlos Mugica, quartier populaire historique de Buenos Aires. Carrefour a souligné sa volonté de créer de l'emploi local et de nouer des partenariats de long terme dans la zone : le magasin emploiera cinq personnes résidant dans le quartier et un plan a été mis en place avec huit organisations locales pour soutenir l'alimentation des enfants, des personnes âgées et des populations vulnérables.

Présent en Argentine depuis plus de 44 ans, Carrefour opère dans 22 provinces, emploie plus de 17 000 personnes dans 527 points de vente. Début septembre 2026, l'enseigne a annoncé l'acquisition de la chaîne de magasin Super A dans le cadre de sa stratégie d'expansion 2025-2027 estimée à 300M USD. Carrefour prévoirait d'ouvrir 100 nouveaux magasins et de créer environ 2 500 emplois en Argentine à horizon proche.

¹ La mesure du taux de pauvreté en Argentine fait l'objet de nombreux débats parmi les économistes, notamment car les relevés ne s'effectuent que dans les plus grandes zones urbaines du pays. Ce calcul se base uniquement sur un facteur monétaire. Or, il serait également intéressant de s'intéresser à la pauvreté multidimensionnelle, qui prend également

en compte la capacité d'un individu à accéder à des services de qualité tels que l'éducation, la santé et le logement. En outre, des réserves en matière de méthodologie dans le calcul de la pauvreté en Argentine sont émises par certains économistes.

3 nouveaux RIGI approuvés depuis juillet 2026

Depuis fin juillet 2026, trois nouveaux projets ont été déclarés éligibles au Régime d'Incitation pour les Grands Investissements (RIGI). Ce dispositif offre une stabilité réglementaire de 30 ans aux projets d'un montant supérieur à 200M USD et prévoit d'importantes incitations fiscales, douanières et de change sur le long terme. Le RIGI compte désormais 23 projets approuvés depuis sa création en juillet 2024, pour un montant total proche de 50Md USD.

Dans le secteur énergétique, deux projets situés à Bahía Blanca (province de Buenos Aires) ont été approuvés fin juillet 2026. Compañía MEGA (regroupant YPF, PAE, TotalEnergies) investira 360 M USD pour étendre sa capacité de séparation, de transport et de fractionnement des liquides de gaz naturel. Cette expansion devrait accroître la production de 27 %, et générer environ 800 emplois ainsi que 190M USD d'exportations annuelles, dont 80 % du volume sera exporté. D'autre part, l'entreprise Pampa Energía a annoncé la construction d'une usine de production d'engrais de 2,7Md USD, d'une capacité de 2,1 M de tonnes par an. L'investissement devrait avoir un impact supérieur à 800M USD par an sur la balance commerciale et créer plus de 3500 emplois pendant la phase de construction.

Dans le secteur automobile, Toyota a annoncé fin septembre un investissement de 1,34 Md USD, qui constituerait le premier RIGI dans l'automobile et le plus important investissement du secteur. Celui-ci porte sur la construction à Zárate d'une usine de véhicules électrifiés destinée au lancement du pick-up 100 % électrifié Hilux, pour les marchés intérieur et régional. Environ 70 % de la production serait exportée, pour 1,28M USD d'exportations annuelles. Le projet devrait créer plus de 3600 emplois pendant la construction et plus de 2600 emplois directs et indirects.

Annnonce de l'abandon du projet de centrale nucléaire d'Atucha III

Le gouvernement argentin a officiellement mis fin au projet Atucha III, qui devait devenir la quatrième centrale nucléaire du pays. La décision a été adoptée lors de l'assemblée des actionnaires de Nucleoeléctrica Argentina (NA-SA) du 23 septembre. Ce projet envisageait la construction

d'un réacteur Hualong One de 1 200 mégawatts dans le complexe nucléaire de Lima, dans la province de Buenos Aires. Le contrat avait été signé en 2022 avec la China National Nuclear Corporation et prévoyait un financement de 8,3 milliards de dollars, dont Pékin devait prendre en charge environ 85 %. Sa construction devait favoriser le développement de capacités industrielles et technologiques argentines, via la production locale de combustibles nucléaires. Son abandon constitue un changement important dans la stratégie nucléaire du pays. Selon les autorités argentines, l'« absence d'allocation de ressources économiques » et l'« impossibilité matérielle » de mener à bien un tel projet dans le cadre de l'état d'urgence économique ont justifié cette annulation.

Parallèlement, le site prévu pour Atucha III pourrait accueillir un nouveau projet, financé désormais intégralement par des capitaux privés. L'assemblée de NA-SA a également déclaré 12 hectares du terrain d'« intérêt entrepreneurial » et autorisé le lancement d'un appel d'offres pour la construction d'un réacteur. L'investissement estimé s'élève à 1,2 Md USD. Le montant annoncé correspond à celui associé au projet ACR-300, un petit réacteur modulaire développé par Meitner Energy, une entreprise à capitaux américains. Toutefois, l'appel d'offres n'a pas encore été attribué. Pour certains analystes, l'abandon d'Atucha III marque un tournant dans la politique nucléaire argentine, avec un passage d'une coopération stratégique avec la Chine, envisagée par le gouvernement précédent à une ouverture accrue aux capitaux et technologies américaines.

CHILI

Présentation du projet de budget 2027

Le 30 septembre, le président Kast a présenté les orientations de son premier budget à la tête du pays. Le projet de loi donne la priorité à la responsabilité budgétaire et à la limitation de la dépense publique d'une part, et à la stimulation de la croissance et de l'emploi d'autre part. Introduit au Parlement le jour même, ce-dernier dispose d'un délai de 60 jours pour examiner et faire adopter la loi de finances, en format de commission mixte. Dans le cas contraire c'est le texte initial du gouvernement qui s'appliquera.

Le gouvernement met l'accent sur la responsabilité budgétaire et le maintien d'une trajectoire de finances publiques contrôlée, mais annonce une augmentation des dépenses publiques légèrement supérieure à ses objectifs.

Le président Kast a en effet présenté une hausse de 1,5 % des dépenses publiques pour l'année 2027, au-delà des annonces faites au début du mois qui prévoyaient une hausse contenue entre 0 et 1 %. Ce chiffre a été critiqué par l'opposition puisque calculé à partir de l'exécution du budget 2026, et non sur la dépense inscrite dans la loi de finance approuvée en 2025. Dans ce cas, l'évolution de la dépense publique serait en réalité de +2,7 %. Le président a demandé à chaque ministère de réaliser une projection de leurs dépenses à un horizon de cinq ans tout en affirmant vouloir durcir le contrôle des achats et locations par les acteurs publics.

Le gouvernement a annoncé quatre priorités pour sa loi de finances 2027 : (i) la croissance, l'emploi et la reconstruction ; (ii) la sécurité ; (iii) la protection de l'enfance et (iv) la sauvegarde des bénéfices sociaux.

Premièrement, le budget alloué à la croissance, l'emploi et la reconstruction augmenterait de 8,1 % par rapport à 2026 pour un montant total de 9 500 Mds CLP (8,6 Mds EUR). La réalisation de travaux publics, la facilitation de l'accès au logement des particuliers et le plan de soutien à l'emploi Chile Despega constituent les principales mesures de ce premier volet. Deuxièmement, les politiques publiques de sécurité seraient financées par une enveloppe de 7 000 Mds CLP (6,3 Mds EUR), en augmentation de 9,1 %. Sont ciblés le financement des corps de police et de gendarmerie, la protection des frontières et la lutte contre le crime organisé. Troisièmement, le projet de loi alloue 2 500 Mds CLP (2,3 Mds EUR) à la protection de l'enfance, en hausse de 4,1 %, destinés à financer deux fonds, l'un pour les mineurs en difficultés et l'autre pour les jeunes en situation de handicap. Enfin, la sauvegarde des bénéfices sociaux, dernier axe prioritaire du projet, prévoit une enveloppe de 7 000 Mds CLP (6,3 Mds EUR), principalement destinés à financer la pension de retraite garantie universelle, la gratuité de l'enseignement supérieur pour 600 000 étudiants et le budget de la santé (augmenté de 4,7 %).

En parallèle de ces priorités, la loi de finances prévoit d'importantes coupes ministérielles. Le budget de la Culture est diminué de 10,1 % avec une réduction des ressources allouées à la

production artistique, l'édition et la lecture et l'enveloppe destinée aux gouvernements régionaux se voit imputer une baisse de 6%. Même si le directeur du budget a indiqué publiquement que la ligne du gouvernement n'était pas de supprimer les bénéfices sociaux mais de mieux les évaluer et de les ajuster, la suppression de certains programmes comme le programme « Elijo mi PC » - aide étudiante pour l'achat d'ordinateurs portables - a d'ores et déjà suscité la polémique et a été dénoncée par l'ensemble de la représentation nationale. Cette première critique, qui s'ajoute celle de l'absence de discussions préalables avec les parlementaires sur le projet de budget, a conduit le ministre des Finances J. Quiroz à préciser que le texte pouvait évoluer.

Le gouvernement revoit à la baisse la prévision de croissance 2026 mais attend un rebond en 2027

La direction du budget du ministère des Finances a révisé la prévision de croissance pour 2026 à 0,7 % (vs 1,8 % annoncé au 2ème trimestre). Une révision due au contexte international incertain marqué par les tensions géopolitiques, l'impact des précipitations intenses du mois de juillet et la contraction de l'activité minière, significativement revue à la baisse (-3,3 % du PIB minier). Si la prévision reste positive, les scénarios n'excluent pas une nouvelle révision à la baisse d'ici à la fin de l'année. La contraction de l'activité économique (-1,0 % sur la période juin-août) et le taux de chômage (9,6 % en août), au plus haut depuis cinq ans, pourraient en effet rapprocher le Chili d'une croissance nulle en 2026.

Le ministère des Finances présente toutefois un scénario favorable pour 2027 avec le retour d'une croissance estimée à 3,3 %, soit +0,5 % par rapport aux projections antérieures. Les déterminants de cette prévision sont (i) le rétablissement de la production minière après le choc négatif de 2026, (ii) une inflation ramenée au taux cible de 3 % et (iii) la reprise de l'investissement. Les perspectives d'investissement devraient connaître un redressement en 2027, avec plus de 20 Mds USD de projets annoncés, soit près du double du montant de 2026. Une dynamique qui devrait se confirmer avec l'adoption de la loi de reconstruction nationale et l'accélération des procédures de contrôle environnemental de projets industriels, toutes deux très attendues des investisseurs.

Le groupe français Andros acquiert 50 % du producteur chilien de fruits biologiques AMA Time

Le groupe agroalimentaire français Andros a acquis 50 % du capital de l'entreprise chilienne AMA Time, spécialisée dans la production de jus et de purées de fruits biologiques. L'opération, conclue fin septembre, intervient à l'issue du processus de désinvestissement engagé par le fonds chilien de capital-investissement Ecus Agri-Food, administré par Amicorp, qui détenait cette participation depuis la création d'AMA Time en 2013 aux côtés de la famille Guilisasti (propriétaire du vignoble Concha y Toro), via Greenvic. La participation cédée serait valorisée à 10,039 Mds CLP (9,17 M EUR) selon les informations communiquées à la Commission pour le marché financier (CMF).

Cette acquisition renforce la présence industrielle d'Andros au Chili et lui permet de s'appuyer sur une entreprise déjà tournée vers les marchés internationaux. Implantée à Placilla, AMA Time produit notamment des jus et purées de fruits biologiques destinés aux marchés chilien et internationaux, avec une présence commerciale aux États-Unis, en Allemagne, au Brésil et en Chine. Après avoir été affectée par les difficultés économiques liées aux mouvements sociaux de 2019 et à la pandémie, AMA Time a renoué avec la croissance, enregistrant 2,1 M USD de bénéfices en 2025 et 1,94 M USD au premier semestre 2026. Le groupe Andros, spécialisé dans les produits à base de fruits et de produits laitiers, dispose quant à lui de plus de 40 sites de production dans le monde et commercialise ses produits dans plus de 100 pays. Il était présent au Chili à travers la commercialisation des confitures Bonne Maman et la vente, via sa division professionnelle (Andros Chef) de purées de fruits surgelées, compotées et ingrédients haut de gamme aux grands hôtels, aux chefs pâtisseries et aux chocolatiers du pays via des importateurs locaux.

PARAGUAY

Tenue du « Paraguay Investment Forum » à New York

Le Paraguay Investment Forum 2026 s'est tenu à New York les 21-22 septembre, en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Cet

événement était organisé par le gouvernement paraguayen avec Bank of America puis J.P. Morgan. La première journée intitulée « Discover Paraguay », a réuni des responsables publics et des représentants du secteur privé ; la seconde, « Invest in Paraguay », était consacrée à des projets concrets et a rassemblé environ 130 entrepreneurs et investisseurs liés à J.P. Morgan. Cette offensive intervient alors que le Paraguay cherche à tirer parti de sa stabilité macroéconomique pour attirer davantage de capitaux internationaux, porter des projets concrets et des secteurs capables de croissance sur le marché financier mondial afin de faire croître le niveau de production, des exportations et la création d'emplois.

Les projets présentés aux investisseurs relevaient de secteurs très variés, tels que les infrastructures, la logistique, l'industrie, l'agro-industrie, la forêt, l'énergie, et les services numériques. Parmi les résultats annoncés figure un investissement d'environ 200 millions de dollars de J.P. Morgan Natural Capital dans une plateforme forestière durable, développée avec le groupe paraguayen Grupo Robinson.

J.P. Morgan a souligné la progression des investissements privés, avec l'essor des fusions et acquisitions ainsi que l'intérêt croissant des fonds d'investissement internationaux. Le marché des fusions-acquisitions est passé de quelques opérations à sept ou huit transactions par an en moyenne, tandis que la valeur moyenne des opérations est passée d'environ 10 millions de dollars il y a une dizaine d'années à près de 50 millions aujourd'hui, certaines transactions atteignant 200 millions de dollars. La banque identifie comme prochaines étapes une participation accrue d'investisseurs étrangers au capital de grandes entreprises paraguayennes, l'arrivée progressive de fonds internationaux de *private equity* et de *venture capital*, ainsi qu'une présence accrue des entreprises locales sur le marché boursier.

Cette tentative de promotion se prolonge en Europe à Paris, où une délégation paraguayenne participe actuellement à l'évènement BIG 2026 organisé par BPIFrance.

Croissance de +4,0 % en glissement annuel (g.a.) au T2 2026

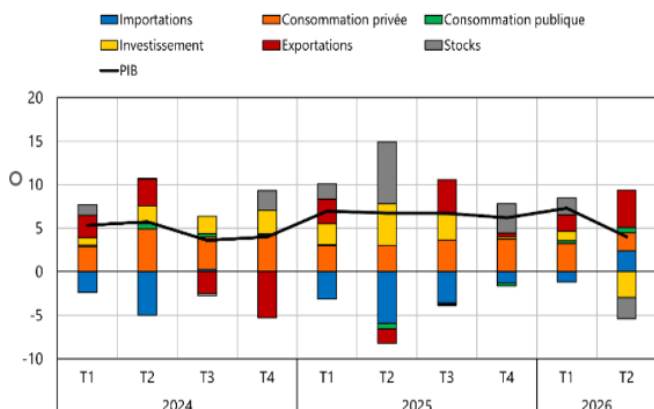
La croissance du PIB a nettement diminué au T2 2026, à +4,0 % en g.a., après +7,3 % au T1. En variation trimestrielle, l'activité recule de -0,9 % au

T2 2026. Selon certains économistes, cette baisse du taux de croissance refléterait principalement un effet de base. En effet, après plusieurs trimestres de croissance exceptionnelle, supérieure à la croissance potentielle (estimée entre +4,0 % et +6,0 %), le rythme de l'activité se normaliserait pour revenir vers le bas de cette fourchette.

Du côté de l'offre, les services ont progressé de +3,4 % en g.a., suivis par l'électricité et l'eau (+13,0 %) ainsi que par l'agriculture (+11,1 %) portée par le soja. La construction et l'industrie manufacturière progressent respectivement de +4,2 % et +1,8 %. D'autre part, l'élevage, la sylviculture, la pêche et les mines se sont contractés (-4,1 %).

Du côté de la demande, les consommations privée (+3,2 %) et publique (+6,2 %) sont restées les principaux moteurs de la croissance, avec des contributions respectives de 2,1pts et 0,6pts, tandis que l'investissement s'est inscrit en nette baisse (-11,8 %, -0,8pts de contribution). **Le commerce extérieur a largement soutenu le PIB au T2 2026.** Les exportations de biens et services ont progressé de +11,5 %, apportant 4,3pts au PIB, en partie grâce aux exportations de soja, tandis que les importations ont reculé de -5,7 % suite à la baisse des achats de combustibles, contribuant à 2,4pts à la croissance.

Graphique : croissance du PIB réel (%) et contributions (pp) – approche par la demande



Sources : BCP, SER de Buenos Aires

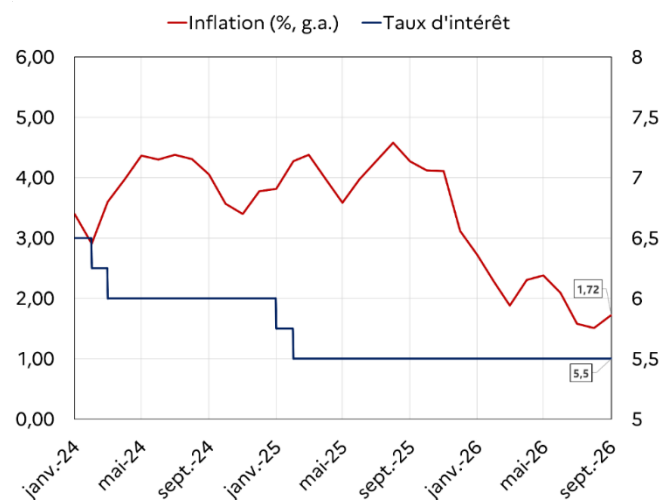
Légère hausse de l'inflation en septembre (+1,7 % en g.a.)

Le taux d'inflation a légèrement augmenté pour atteindre +1,7 % en g.a. en septembre, après +1,5 % en août. Ce niveau reste nettement inférieur au niveau d'inflation observé un an plus tôt en septembre 2025 (+4,3 %). En glissement mensuel (g.m.), les prix ont augmenté de +0,1 %, après +0,0 % en août. Ainsi, l'inflation cumulée depuis le début

de l'année s'élève à +1,9 %, contre +3,3 % sur les neuf premiers mois de 2025. L'inflation sous-jacente, estimée à +1,2 % en g.a. (contre +1,3 % en août).

Par secteur, l'évolution des prix en septembre est principalement expliquée par (i) l'augmentation des prix des combustibles (+0,7 %), liée à la guerre au Moyen-Orient, et des produits alimentaires, en particulier les légumes (+6,8 %) et la viande de bœuf (+0,6 %) sous l'effet d'une offre inférieure à la demande locale ; (ii) le recul des prix des biens durables importés (-0,4 % en g.m.), suite à l'appréciation du guarani face au dollar.

Graphique : taux d'inflation et taux directeur



Sources : BCP, SER de Buenos Aires

Enfin, le consensus de marché anticipe une remontée de l'inflation d'ici la fin de l'année attendue à +3 % en g.a. en décembre 2026. Ce niveau demeure légèrement inférieur aux prévisions de la Banque Centrale du Paraguay (BCP) qui table sur une inflation à +3,3 % en g.a. fin 2026). Bien que l'inflation se situe actuellement nettement sous la cible de +3,5 % et proche de la borne inférieure de la bande de tolérance (± 2 points, soit 1,5 %), la BCP dispose en théorie d'une marge d'assouplissement. Celle-ci a cependant décidé de maintenir son taux directeur à 5,50 % en septembre, position jugée neutre dans un contexte d'activité solide (+5,5 % en g.a. en juillet).

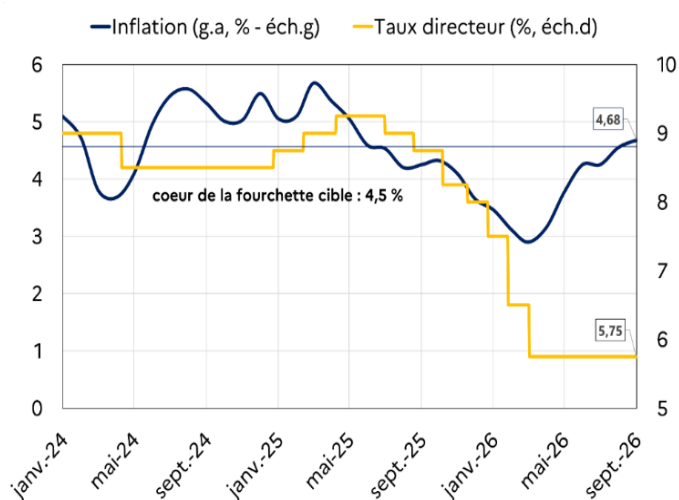
URUGUAY

Hausse de l'inflation à +4,7 % en glissement annuel (g.a.)

L'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une hausse mensuelle de +0,5 % en septembre, portant l'inflation sur un an à +4,7 %

(contre +4,6 % en août, +3,8 % en juin et +2,9 % en mars) ce qui confirme une remontée progressive depuis le printemps. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées, qui a contribué à hauteur de +0,5 pt à la variation mensuelle de l'indice général, tandis que les transports ont contribué négativement (-0,1 pt). Les loisirs, sports et culture ainsi que les assurances et services financiers ont également contribué positivement à la variation mensuelle, à hauteur de +0,03 point chacun.

Graphique : taux d'inflation et taux directeur



Sources : BCU, SER de Buenos Aires

Cette remontée des prix intervient dans un contexte de fluctuations du taux de change. Le peso, après s'être apprécié en janvier, s'est déprécié d'environ -3,5 % depuis le début de l'année, passant de 37,45 UYU/USD le 23 janvier à 40,3 UYU/USD fin septembre, exerçant une pression sur le prix des biens importés. Malgré ces tensions, l'inflation demeure dans la fourchette cible de la Banque Centrale d'Uruguay (BCU), comprise entre 3 % et 6 %.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Stéphane TABARIE
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : leo.lesage@dgtresor.gouv.fr